

COMBAT OUVRIER

SUPPLEMENT AU MENSUEL

Pour la construction d'un parti ouvrier révolutionnaire
en Martinique et en Guadeloupe
Pour l'émancipation des peuples de Martinique et de Guadeloupe
Pour la reconstruction de la IV^e Internationale

MERCREDI 4 FEVRIER 1976

BI-HEBDOMADAIRE TROTSKYSTE - PARAIT MERCREDI & SAMEDI PRIX : 0,30 F

LES PC DES ANTILLES SUIVRONT-ILS LE PCF DANS SON DERNIER "TOURNANT"

Nous sommes donc à la veille du 22^e congrès du Parti communiste français. Toute la presse a les yeux fixés sur ce qui va s'y passer.

Cette attention spéciale découle du changement annoncé à l'avance par Marchais il y a déjà quelques jours. Le PCF se propose en effet d'abandonner officiellement la formule "dictature du prolétariat".

Il s'agit pour le PCF de faire savoir à l'opinion publique bourgeoise qu'il était prêt à se comporter comme n'importe quel parti national et voulait aller au pouvoir uniquement pour gérer loyalement les affaires de la bourgeoisie.

Evidemment il ne s'agit pas là d'un véritable tournant, car il y a longtemps que le PCF ne vise plus à conquérir le pouvoir au bénéfice de la classe ouvrière. Il y a longtemps que le PCF n'est plus un parti révolutionnaire, il y a longtemps que la perspective de dictature du prolétariat n'est plus celle du PCF.

Pas plus qu'elle n'est celle des partis à qui il a donné naissance dans les colonies françaises aux Antilles notamment.

Le "tournant" du PCF ne surprendra pas outre mesure les PC des Antilles. Mais il est possible qu'un certain nombre de militants de ces partis se posent des questions là-dessus. Car ne leur a-t-on pas toujours présenté le PCF comme le grand parti révolutionnaire de France.

Ces militants sincèrement communistes doivent pousser leur réflexion sur la nature même de leur propre parti. Ceux-ci

non plus ne sont pas des partis révolutionnaires et ne visent pas plus que le PCF à la dictature du prolétariat et le socialisme.

Sur ce plan là il est sûr qu'il y aura accord complet entre Marchais, Nicolas et Daninthe.

Par contre il y a un autre plan sur lequel l'accord risque de ne pas se faire, c'est sur celui des relations avec l'URSS.

Le PCF peut se permettre de prendre ses distances vis à vis de l'URSS en condamnant les camps soviétiques, les emprisonnements dans les asiles psychiatriques d'opposants. Le PCF peut agir ainsi parce qu'il dispose d'une base nationale et d'une direction qui n'a plus les liens humains avec l'URSS qu'avaient les premiers dirigeants du PCF, tous pour la plupart disparus aujourd'hui. Il peut jouer un rôle politique qui n'a en rien besoin du soutien du PC d'URSS pour réussir.

Il n'en est pas de même des PC des Antilles qui n'ont pas les perspectives du PCF et qui sont bien plus liés et dépendants de l'URSS. Ces partis ne peuvent jouer un rôle national que dans le cadre d'une indépendance des Antilles et à condition de diriger la lutte pour cette indépendance.

Autrement ils ont besoin du soutien moral et politique de l'URSS. Dans le cas du PCF ces liens représentent un obstacle à leur avenir, c'est à dire l'exercice du pouvoir dans le cadre bourgeois. Dans le cas des PC des Antilles c'est avantage encore maintenant. Et ce le sera tant que sur le plan

national il n'auront pas une base propre suffisamment large et des perspectives d'exercice du pouvoir suffisamment prophètes. C'est un avantage car pour beaucoup de militants des PC antillais c'est en s'appuyant sur les emblèmes de la révolution d'octobre qu'ils se font passer pour des communistes aux yeux des travailleurs.

Le PCF lui n'a apparemment plus besoin de ces emblèmes et de cette usurpation de titres pour mener à bien sa politique.

MARTINIQUE ROBERT DES ESCROCS A LA MUNICIPALITE.

Les travailleurs municipaux du Robert attendent leurs salaires depuis plus de 8 mois. En effet le maire UDR de cette commune refuse de payer ses employés. De plus il licencie certains ouvriers (grands chemins) en disant qu'il les réembaucherait lorsqu'il pourrait les payer.

La protestation de ces travailleurs municipaux a contraint le sous-préfet de Trinité à promettre le règlement du problème.

Cependant l'administration préfectorale continue de protéger le maire et sa bande parce qu'ils sont des serviteurs zélés du gouvernement colonialiste. Cela montre une fois de plus qui sont les valets du gouvernement et de la bourgeoisie : des fripouilles qui se remplissent les poches, aussitôt qu'ils ont un mandat, sur le dos de la population laborieuse et des contribuables.

GUADELOUPE : CET MORNE-A-L'EAU SITUATION DEPLORABLE !

Au CET de Morne-à-l'eau (annexe du Moule) les élèves sont de plus en plus mécontents.

Il se rendent compte en effet que les promesses du vice-recteur le trimestre dernier n'étaient que du vent. Leurs conditions de travail sont toujours aussi déplorables.

Le manque de salles devient intolérable. Le matériel reste très insuffisant. Des éléments de travail aussi nécessaires que la craie, des éponges ou des règles font défaut. Des cours ne sont pas assurés, tels que les travaux pratiques de physique, chimie ou l'éducation physique. En plus, certains cours sont assurés à Moule et les élèves doivent faire la navette, à leurs frais, entre les deux établissements.

Bambuck avait promis que tout serait réglé à la mi-janvier. Rien n'a été fait.

Faudra-t-il que les élèves se remettent en grève et manifestant comme en décembre leur mécontentement pour que l'administration consente à s'occuper sérieusement de la situation ?

GUADELOUPE : DERNIERE HEURE GREVE DANS LE BATIMENT

Une grève des travailleurs du Bâtiment est prévue pour le 6 février.

Ils veulent lutter ainsi pour imposer aux patrons du Bâtiment le respect d'un accord signé en 1975 (convention collective d'août 1975).

Cet accord prévoyait que le point permettant le relèvement automatique des salaires serait de 10,99 pour les manoeuvres et 10,95 pour les catégories supérieures.

Les patrons veulent en changer la valeur et l'abaisser. Ce qui aboutit en fait à freiner la hausse des salaires.

CAPESTERRE

DERNIERE HEURE : GREVE DANS LA BANANE.

Les travailleurs de la Banane de la région de Capesterre (Guadeloupe) ont décidé dans une réunion tenue le lundi 2 février, de se mettre en grève.

En effet, depuis la semaine dernière, les travailleurs avaient fait connaître leurs revendications aux patrons. Ceux-ci avaient demandé à en discuter. Finalement ils proposent aux travailleurs de leur donner 51F52 qu'ils réclament, mais à condition que les conditions de travail changent et qu'ils fassent 8 h effectives sur les plantations.

Les travailleurs ont refusé ces conditions et ont décidé de ce mettre en grève.

DES CANDIDATS DE COMBAT OUVRIER AUX CANTONALES

Bientôt se dérouleront les élections cantonales. Notre tendance y participera. Elle présentera des candidats dans certains cantons de la Martinique et de la Guadeloupe.

La participation des révolutionnaires aux élections c'est tout d'abord l'occasion pour eux de faire connaître les idées qu'ils défendent. Car dans la période électorale, plus qu'en d'autres, les travailleurs sont intéressés par la politique et prêtent une attention plus grande aux déclarations, aux programmes qui sont rendus publics.

Mais participer aux élections peut aussi permettre aux travailleurs qui pensent comme nous que ce n'est pas en éliminant périodiquement des candidats aux conseils généraux et municipaux ou à l'Assemblée Nationale que leur sort va changer, de le dire. Ceux-là, en votant pour des candidats de Combat Ouvrier, pourront ainsi dire leur mécontentement devant une situation catastrophique et leur volonté de compter sur autre chose que le bulletin de vote pour y mettre fin.

La présence des candidats de Combat Ouvrier permettra aux travailleurs d'exprimer leur méfiance envers les politiciens qui font des promesses au moment des élections et ensuite se désintéressent du sort des travailleurs.

A travers nos candidats les travailleurs pourront aussi condamner l'incapacité des grandes organisations ouvrières à mobiliser les travailleurs contre le chômage, contre les bas salaires et la misère entretenus par les patrons. Ils pourront condamner leur passivité.

Tout cela, les travailleurs pourront le dire en utilisant le bulletin de vote. Il s'agira pour eux, non pas de choisir un bon candidat mais de faire un geste politique manifestant clairement leur mécontentement.

VOTER POUR LES CANDIDATS DE COMBAT OUVRIER SERA ALORS LA FACON LA PLUS CLAIRE DE FAIRE CE GESTE.

MARTINIQUE: AVANT LES CANTONALES

LA DROITE EN CAMPAGNE :

PEU D'IDEES, BEAUCOUP D'ARRIERES-PENSEES.

Les élections approchent et c'est l'occasion pour les représentants de droite de parader et de vanter les mérites de la "mère-patrie". Aussi ne savent-ils trop quel prétexte avancer pour organiser réunions-débats et autres. Même les morts-vivants de la politique, les budgétivores patentés se réveillent soudain et réapparaissent sur le devant de la scène. Ainsi Camille Petit a tenu samedi une réunion de compte-rendu de mandat électoral au Carbet, réunion au cours de laquelle il a vanté les bienfaits de la solidarité nationale. Ceci servait, bien entendu de banc d'essai à son compère Jean Bally qui se représente au conseil général.

Quant aux sénateurs UDR Duval et Marie-Anne, ce sera à leur tour de tenir une réunion-débat à Vizios, très prochainement. Le thème choisi n'a rien de neuf : "Propositions pour moderniser, dévelop-

per et rééquilibrer la Martinique". Comme on le voit, la droite semble s'animer un peu avec comme seul programme les bienfaits de la France. Cela suffira-t-il à certains de ses poulains pour passer la rampe ? La droite a encore beaucoup plus confiance dans les votes de cimetières que dans l'efficacité de sa propagande. C'est surtout là-dessus, plus que sur les débats d'idées, qu'elle compte.

MARTINIQUE

CONSEIL GENERAL : UNE FAVEUR
ACCORDEE AUX CAPITALISTES.

La dernière séance du conseil général vient de remettre en lumière un des avantages dont bénéficient les capitalistes en Martinique.

En effet, le conseil général a décidé de prolonger jusqu'en 1980, le bénéfice d'exonération d'octroi de mer dont profite l'industrie hôtelière et touristique sur les matériaux de construction et d'équipement.

Ainsi, sous couvert du développement du tourisme, c'est encore un cadeau qui est fait aux capitalistes du secteur hôtelier et du Bâtiment.

DIRECTEUR DE PUBLICATION :
Marie-Eugène ZOZOR
COMMISSION PARITAIRE N° 51 728
RONEO DU JOURNAL : P.A.P.
4ème SUPPLEMENT AU MENSUEL N°57

Djibouti: UN COMMANDO ENLÈVE 30 ENFANTS DE MILITAIRES FRANÇAIS

Un commando du Front de libération de la Côte des Somalis (FLCS) vient d'enlever une trentaine d'enfants de militaires français stationnés à Djibouti. Ce commando réclame la libération des personnes emprisonnées à la suite du meurtre d'un gendarme français à Djibouti il y a quelques semaines.

Cette affaire se déroule au moment où le climat à Djibouti se tend de plus en plus.

Nous ne partageons pas les méthodes de ce commando, mais si de tels faits se produisent c'est bien le gouvernement français qui en est responsable.

C'est lui qui refuse de quitter le territoire des Afars et des Issas. Il maintient sa présence en s'appuyant sur la force militaire et en réprimant les mouvements réclamant l'indépendance du territoire.

Le gouvernement français sait bien qu'il lui faudra laisser Djibouti et il a dé-

jà reconnu que ce territoire devait devenir indépendant. Mais il tient à y installer au pouvoir les mêmes hommes qui pendant l'époque coloniale avaient été ses serviteurs. Car ainsi il aura l'assurance de pouvoir compter, en cas de besoin, sur leur soumission.

Mais l'acte de terrorisme qui vient de se dérouler montre que tant que les troupes françaises et les hauts fonctionnaires français resteront à Djibouti ceux-ci et leur famille ne seront pas en sécurité et auront à subir la colère et la haine que de longues années de domination coloniale ont accumulées contre les colonisateurs.

Le peuple de Djibouti n'attendra pas la solution française de son problème et risque de se révolter devant les défaits que le colonialisme veut lui imposer pour accéder à son indépendance. Là aussi comme dans ses autres colonies la France partira chassée par la colère des colonisés.

NOUVEAU SYNDICAT, VIEILLE POLITIQUE

Les employés de banque de la Martinique viennent de créer un nouveau syndicat : l'Union des Syndicats du Personnel des Etablissements de Crédit de la Martinique.

Les dirigeants et les membres de ce syndicat ne sont pas des inconnus. Il ne s'agit que des anciens syndiqués F.O. dans les banques.

Lorsqu'il y a un an une partie de FO scissionna pour donner la CSTM avec AGASTA, les dirigeants des banques restèrent avec l'ancienne FO très liée au pouvoir. Mais

là aussi, ils ne se trouvèrent pas à l'aise. Leur principal argument était que FO n'avait pas réussi à avoir un local à la maison des syndicats...

En résumé, avant hier avec Agasta, hier avec la préfecture, aujourd'hui les dirigeants de ce syndicat se disent indépendants. Un bel exemple, comme on le voit, de constance dans une ligne syndicale qui est toujours restée corporatiste. Un exemple à ne pas suivre assurément...

- 0 - 0 - 0 -

COMBAT OUVRIER
Réunion publique
LE 6 FÉVRIER A LA SALLE DES FÊTES
DE CAPESTERRE
Thème : LA DEPARTEMENTALISATION ECONOMIQUE,
NOUVEAU BLUFF GOUVERNEMENTAL.